

Ce qu'il s'est vraiment passé le 14 janvier à Tunis

Par Pierre Puchot, Mediapart, 09 août 2011

Six mois ont passé depuis ce jour mémorable où Zine El Abidine Ben Ali, président de la Tunisie depuis cinq mandats, quittait le pays, à la grande joie des Tunisiens d'abord incroyables. Deux versions officielles, très incomplètes et donc insatisfaisantes, ont été rendues publiques, et documentaient jusqu'à aujourd'hui les circonstances de la fuite du dictateur honni.

La première, par Ben Ali lui-même: dans un communiqué, l'ancien président expliquait au printemps qu'il était monté dans l'avion ce jour-là avec sa femme et ses enfants, car le chef de la sécurité présidentielle et de sa famille, Ali Seriati, lui avait promis qu'il pourrait revenir.

La seconde nous vient d'Ali Seriati en personne, lors de l'ouverture de son procès, le 26 juillet à Tunis. «*Le 12 janvier, affirme-t-il, j'ai réalisé que Ben Ali allait tomber et qu'il allait en résulter un vide institutionnel.*» Selon lui, le 14 janvier, il y aurait eu parachutage de forces de la police et de la garde nationale sur l'aéroport de Tunis-Carthage. «*Vers 15 heures, Ben Ali m'a appelé dans son bureau et m'a demandé de faire préparer l'avion présidentiel pour un décollage à 18 heures en vue de transporter sa famille en Arabie saoudite où elle (serait restée) le temps que la situation se calme, et m'a ordonné de les accompagner dans ce voyage. Mais, à l'aéroport, Ben Ali change d'avis et décide de les accompagner lui-même, puis de retourner à Tunis le lendemain.*» Arrêté le 14 janvier après la fuite de Ben Ali, Ali Seriati est jugé à Tunis aux côtés de vingt-deux proches du couple Ben Ali appréhendés à l'aéroport, dans un procès dont les audiences doivent reprendre mercredi. Accusé entre autres de complot contre la sûreté intérieure de l'État, il est poursuivi pour complicité de tentative de sortie illégale de devises.

Lors d'une conférence de presse donnée ce lundi 8 août 2011 à Tunis, le colonel Samir Tarhouni, chef de la Brigade anti-terrorisme de la police nationale (BAT, équivalent de notre RAID), a livré sa version de la prise d'otages qui a conduit, le 14 janvier, au départ de Ben Ali. Elle contredit totalement celle d'Ali Seriati.

Selon les informations recueillies par Mediapart, ce n'est qu'après avoir appris que Belhassen Trabelsi, en fuite au Canada, aurait décidé de les faire assassiner, lui et sa famille, que le colonel a pris la décision d'organiser cette conférence de presse.

Mediapart publie aujourd'hui tous les détails de cette journée du 14 janvier, vue par le colonel Samir Tarhouni, mais aussi par ses hommes, ainsi que plusieurs autres témoins présents ce jour-là. Les images publiées en exclusivité par Mediapart sont issues de la vidéo prise durant l'après-midi et le début de la soirée du 14 janvier par un des agents de la BAT. Elles prouvent à elles seules que la version officielle, qui voudrait que les Trabelsi aient été arrêtés par l'armée après le départ de Ben Ali, la nuit du 14 janvier, est erronée.



© Mediapart

À titre indicatif, et pour comprendre le récit qui suit, le lecteur doit savoir que la sécurité nationale tunisienne est composée de quatre unités spéciales, dont la Brigade anti-terroriste de la Police nationale et l'Unité spéciale de la garde nationale (équivalent du GIGN français). Ces deux unités sont celles qui ont accompagné Ben Ali le 7 novembre 1987, lors de son coup d'Etat. Demeurée dans l'ombre depuis, la BAT tunisienne n'intervient que très rarement, dans le cadre de missions particulièrement périlleuses.

Une question, de taille, demeure toutefois comme la grande énigme de ce 14 janvier : quel fut le rôle de Rachid Ammar, ancien chef de l'armée de terre, placé en toute discrétion à la tête de l'armée à la mi-avril, et que beaucoup de Tunisiens considèrent comme le principal dirigeant du pays depuis la chute de Ben Ali ?

D'après le colonel Samir Tarhouni, ainsi que les témoignages recueillis par Mediapart, voici le récit de la fuite de Ben Ali et de sa famille, qui a fait basculer la Tunisie, et entraîné le monde arabe dans un mouvement révolutionnaire qui n'a pas encore trouvé son terme.

La famille Trabelsi/Ben Ali en partance pour Lyon...

Ce vendredi 14 janvier, 28 membres de la famille Trabelsi, proches de Leila Trabelsi, la femme du président Ben Ali, se retrouvent au Palais de Carthage. Pendant que des milliers de Tunisiens manifestent devant le ministère de l'intérieur, d'autres s'en prennent aux villas occupées jusque-là par les membres de la «famille». Leur sécurité n'étant plus assurée, le chef de la sécurité présidentielle, Ali Seriati, entreprend de leur faire quitter le pays. Les 28 membres de la famille Trabelsi regroupés au Palais de Carthage se préparent dès alors à prendre le premier vol pour Lyon, programmé à 15h. Parmi eux, seul Belhassen Trabelsi (frère de Leila Ben Ali, aujourd'hui encore en fuite au Canada) décide au dernier moment de fuir par bateau, laissant sa place dans l'avion à la sœur de sa femme, Dadou Djilani Trabelsi, mariée à Sofiane Ben Ali, neveu du président.

En fin de matinée, devant le ministère de l'intérieur, avenue Bourguiba à Tunis, la foule se fait de plus en plus nombreuse. Peu avant 13h, le capitaine de la BAT présent devant le ministère, en contact constant par téléphone avec le colonel Samir Tarhouni, reçoit l'ordre de protéger les manifestants civils en cas d'attaque armée, et le ministère du mieux qu'il le puisse,

mais sans jamais faire usage de balles réelles. Vers 13h30, le capitaine décide de déployer ses hommes sur le toit du bâtiment. C'est à ce moment que des hauts cadres du ministère, toujours enfermés dans le bâtiment, et dont Mediapart n'a pas pu obtenir l'identité, intimement l'ordre au capitaine de tirer sur la foule. Le capitaine appelle son colonel, au QG de la BAT à Tunis. Celui-ci ordonne à son capitaine de ne pas faire feu, et de vider toutes les balles des chargeurs de ses hommes.

Au même moment, la caserne de la direction générale des unités d'interventions – dont la BAT, à Bouchoucha – est en état d'alerte. Non seulement la maison d'arrêt de Bouchoucha, située non loin de la caserne, abrite des criminels de droit commun, mais encore la caserne elle-même renferme une grande quantité d'armes à feu. Les commissariats du quartier voisin viennent d'être incendiés. Si les manifestants arrivent aux portes de la caserne, il n'y aura que deux choix possibles: tirer sur des civils, ou les laisser s'emparer des armes et de la prison.

Dans son quartier général, le colonel Samir Tarhouni regroupe les trois officiers restants dans son bureau. Par talkie-walkie, ils entendent une alerte faisant état de groupes se rapprochant de l'aéroport Tunis-Carthage. Le colonel décide alors d'appeler un ancien collègue détaché à l'aéroport, pour se faire confirmer cette information. Celui-ci la dément, mais lui annonce que des membres de la famille Trabelsi et Ben Ali s'apprêtent à prendre des vacances en Europe. Le colonel lui ordonne de les arrêter. Son interlocuteur lui répond qu'il est dans l'incapacité de le faire, Ben Ali est encore président de la Tunisie.

Le colonel se tourne vers ses officiers: « *Le pays est à feu et à sang, les manifestants s'approchent de la caserne de Bouchoucha, des ordres ont été donnés à un de nos capitaines de tirer sur des civils devant le ministère de l'intérieur, et pendant ce temps, ce chien de Ben Ali s'occupe d'envoyer sa famille en vacances. C'est le moment où jamais de faire ce que nous devons à notre pays: allons leur demander des comptes.* » Sur les trois officiers, un seul accepte d'agir sans ordres et d'aller capturer les Trabelsi.



La prise d'otage, dans le salon d'honneur © Mediapart

À 14h25, un premier groupe de douze hommes, le colonel Samir Tarhouni et un de ses capitaines à leur tête, quittent Bouchoucha, pour l'aéroport de Tunis-Carthage. Sur la route, le colonel appelle sa femme, détachée à la tour de contrôle de l'aéroport. Il lui demande de bloquer tous les appareils sur le tarmac. Elle hésite, puis lui répond qu'elle ne peut les retarder que de 15 minutes...

Imed Trabelsi arrive par le parking...

À 14h35, le groupe de la BAT est reçu par les agents de police de l'aéroport, très étonnés de sa présence. À la question du colonel, qui leur demandait où se trouvaient les Trabelsi, le directeur de la sûreté de l'aéroport, Zouheir Bayéti, répond qu'ils sont dans le salon d'honneur, qu'ils s'apprêtent à quitter pour monter à bord de l'avion. Le colonel et ses hommes courent pour les rattraper. Ils aperçoivent un groupe de civils, hommes, femmes et enfants, assis dans un bus. Un homme s'apprête à monter, puis tente de fuir en voyant le groupe de la BAT fondre sur lui. Il s'agit de Sofiane Ben Ali. Sans trace des autres Trabelsi dans le salon, le colonel appelle la tour de contrôle, qui lui indique la piste de l'avion sur le tarmac. Le colonel menace alors le chauffeur du bus, et lui ordonne de les conduire sur la piste, sous le regard inquiet des passagers et Sofiane Ben Ali, assis à l'avant du bus, menottes aux poignets.

Une fois sur le tarmac, les hommes de la BAT se déploient. Chaque appareil a été immobilisé par un agent, arme à la main, viseur laser du fusil braqué sur le cockpit de chaque appareil. Les avions dont les réacteurs étaient en marche sont vidés de leurs passagers. Le commandant Kilani, chargé assurer la liaison Tunis-Lyon, fait un malaise, sitôt redescendu sur le tarmac.

À 14h45, le colonel Tarhouni et son capitaine remontent dans le bus, inquiets de devoir subir les foudres de Ben Ali : ils ont pris le contrôle de l'aéroport sans ordres, et ne disposent comme monnaie d'échange que du seul Sofiane Ben Ali... dont ils ne sont même pas certains qu'il soit apparenté au président. Zouheir Bayéti, le chef de la sécurité de l'aéroport, les rejoint, et leur demande le motif de leur intervention. « *Zouheir, répond le colonel, ne joue pas avec le feu et dis-moi où sont les Trabelsi!* » « *Moncef Trabelsi est en haut, lui répond Bayéti. Dans mon bureau...* » Plusieurs hommes de la BAT se précipitent et trouvent Moncef Trabelsi caché sous le bureau, une arme à la main. Menaçant le chef de la sécurité de l'aéroport, le colonel exige de savoir où se trouvent les autres Trabelsi. Bayéti lui répond: « *Mais ils sont là, avec toi... dans le bus.* »

Presque soulagé, le colonel leur confisque poliment leurs passeports et leurs téléphones et décide de les faire entrer dans le salon. À ce moment, le téléphone de Bayéti sonne: c'est Imed Trabelsi, neveu de Leila Trabelsi, impliqué notamment dans la célèbre affaire du vol des yachts. Tarhouni prie Bayéti de le rassurer et lui demande de se rendre discrètement au salon d'honneur. Accompagné de sa secrétaire particulière, Imed arrive par le parking qui fait face au salon. Il est accueilli par le capitaine de la BAT, qui le conduit au salon avec les membres de sa famille. Dix minutes plus tard, un second groupe d'une quinzaine de membres de la BAT rejoint le premier groupe à l'aéroport, pour poursuivre ce qui est devenu une prise d'otages de la famille présidentielle.



Imed Trabelsi face à un agent de la BAT© Mediapart

Ali Seriati, chef de la sécurité présidentielle et de sa famille, appelle Zouheir Bayéti, chef de la sécurité de l'aéroport, et lui demande ce qui se passe, aucun des Trabelsi ne répondant au téléphone. Pensant que cette mission était réellement placée sous son autorité, Zouheir Bayéti répond tout sourire: *«C'est bon, nous les avons tous neutralisés.»* *«Neutralisés qui?!»*, hurle Seriati. Bayéti se rend compte qu'il a été trompé, et tend le téléphone au colonel Tarhouni. *«Ne vous inquiétez pas mon général, nous prenons bien soin d'eux, ils ne sont pas maltraités»*, souffle le colonel, avant de raccrocher au nez de Seriati. Ce dernier rappelle directement le colonel Samir Tarhouni pour lui demander d'où vient l'ordre. *«Les ordres viennent de tout en haut»*, lui répond Tarhouni, avant de raccrocher une nouvelle fois. Sans confier quoi que ce soit, ni au président, ni à sa femme, Ali Seriati tente de joindre, en vain, tous les directeurs hiérarchiques de Samir Tarhouni, pour comprendre d'où proviennent ces fameuses directives.

«Monsieur le président, je suis désormais dans l'incapacité de garantir votre sécurité...»

Ali Seriati décide enfin de regrouper ses unités d'interventions (le GIPP, groupe d'intervention et de protection de personnalités) : *«Les tigres noirs de la BAT nous ont trahis, ils ont établi un pacte avec les intégristes et s'en prennent à la famille présidentielle, que peut-on imaginer comme intervention de sauvetage?»* Sur 70 hommes, 50 rendent les armes et répondent en substance : *«Nous ne pouvons rien faire contre la BAT, et encore moins pour les Trabelsi.»* Ali Seriati se tourne alors vers l'unité spéciale de la garde nationale en renfort au palais présidentiel.

Aux alentours de 15h30, le colonel Samir Tarhouni décide de rendre leurs téléphones aux otages, pour que la nouvelle de leur séquestration se répande. Au Palais de Carthage, Leila Trabelsi est prise de panique. Ali Seriati n'a tenu au courant ni le président, ni sa femme, alors qu'il est très officiellement chargé de la sécurité du président ainsi que de sa famille. La femme du président décide dès cet instant de plier bagage, pour quitter le pays avec ses enfants.

À l'aéroport militaire de l'Aouina (situé entre Tunis centre et l'aéroport de Tunis-Carthage, et qui partage le même tarmac que l'aéroport civil), *Oscar-Oscar*, nom de code de l'avion présidentiel, est préparé pour le décollage. Des unités de l'armée s'interposent entre l'aéroport civil, dont la BAT a pris le contrôle, et l'aéroport militaire, où s'apprêtent à s'envoler Leila, Mohamed (fils de Ben Ali), Halima (fille de Ben Ali) et Mehdi ben Gaied (fiancé de Halima). Des instructions ont été données pour empêcher des *«agents corrompus de la police»* de nuire, qui *«tentent de semer le désordre et menacent la sécurité nationale ainsi que celle du président»*.

Vers 16h, le colonel Tarhouni perçoit une certaine agitation au niveau de l'aéroport militaire, et demande à ses hommes de se tenir prêts au combat. Il joint par téléphone le colonel de l'Unité spéciale de la garde nationale (USGN), qui se trouvait au Palais de Carthage, ainsi que le colonel de la Brigade nationale d'intervention rapide (une unité d'intervention de la police): *«Nous avons arrêté les Trabelsi, nous agissons sur ordre, nous avons besoin de votre aide.»* Cinquante hommes de l'unité spéciale de la garde nationale sont dépêchés vers l'aéroport de Tunis-Carthage afin de rejoindre la brigade anti-terroriste. Une fois arrivé sur les lieux, le colonel de l'USGN, comprenant que le colonel Samir Tarhouni n'a pas agi sur ordre, l'assure tout de même de son soutien.



Arrivée de l'USGN au salon d'honneur de l'aéroport© Mediapart

Au même moment, Ali Seriati arrive à l'aéroport militaire de l'Aouina avec le président Ben Ali, sa femme et son fils Mohamed. Ils y attendent l'arrivée de Halima et Mehdi Ben Gaied. Ben Ali est alors censé accompagner sa famille à l'aéroport, mais n'a pas l'intention de quitter la Tunisie. Ali Seriati est informé de son côté que l'USGN, qui était chargée de

défendre le Palais de Carthage, a en fait pris position avec la BAT. Sans autre moyen d'action, Ali Seriati est obligé de tout dire à son président: *« Monsieur le président, je suis désormais dans l'incapacité de garantir votre sécurité, et je vous suggère de quitter le pays avec votre famille, le temps que nous trouvions une solution en Tunisie. »*

Il est 17h40: à l'arrivée de sa fille Halima, Ben Ali ne sait plus que penser de son homme de confiance, Ali Seriati, qui lui a caché toute l'affaire avant de tout lui révéler d'un bloc. Ses enfants le supplient de monter dans l'avion avec eux, il décide de monter à bord, mais demande à Seriati d'attendre à l'aéroport militaire sa sœur et sa famille, qui, croit-il, doivent arriver d'un moment à l'autre, et qu'un Hercules C-130 militaire doit accompagner à Djerba, loin de la capitale. Ali Seriati retourne à l'aéroport pour les attendre.

« Qui souhaitez-vous mettre à la tête de votre coup d'Etat, colonel ? »

À 17h47, *Oscar-Oscar* décolle avec, à son bord, Ben Ali, sa femme, son fils Mohamed, sa fille Halima et son fiancé Mehdi Ben Gaied. C'est ce moment que Ben Ali choisit pour appeler Ridha Grira, le nouveau ministre de la défense, auquel il ordonne l'arrestation immédiate d'Ali Seriati par l'armée, le temps pour lui *« d'accompagner sa famille et de revenir pour comprendre ce qu'il se passe »*.



Samir Tarhouni et un capitaine de l'armée devant le bus. © Mediapart

Après le départ de Ben Ali, en application de l'article 56 de la Constitution, le premier ministre Mohamed Ghannouchi appelle le colonel Samir Tarhouni et lui demande : *« Qui souhaitez-vous mettre à la tête de votre coup d'Etat, colonel ? »* *« Personne, proteste Tarhouni. Je n'ai fait qu'appliquer mon devoir, d'après l'article 56 que vous venez de faire appliquer à la suite de votre intervention télévisée, c'est vous mon président. »* *« En ce cas, relâchez la famille Trabelsi. »* *« Avec tous les respects que je vous dois, ce groupe d'individus est la cause de tous nos malheurs, je ne les remettrai qu'à l'armée, et la télévision nationale en sera témoin. »*



L'arrivée des caméras de télévision © Mediapart

La télévision tunisienne est arrivée à l'aéroport aux alentours de 19h. Un bus de l'armée, vers 19h30.